COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 17 MAI 1980 | N° 70 | PRIX : ANTILLES 2F FRANCE 3F

Editorial

LES OUVRIERS DES VILLES ET DES CAMPAGNES ONT LES MEMES INTERETS ET UNE MEME LUTTE A MENER

La lutte des travailleurs de Capesterre est un exemple pour tous les travailleurs agricoles de la Guadeloupe. Face à l'exploitation éhontée qu'ils subissent, face à la misère que les grands propriétaires comme Max Martin leur font subir, les travailleurs ont réagi. Et ils ont réagi avec d'autant plus de détermination que, depuis le passage des cyclones ils vivent avec les salaires de quatre ou cinq jours de travail par quinzaine. Ils ont donc décidé d'occuper les terres et de se payer sur le capital des grands propriétaires.

Certes, le mouvement reste très limité au point de vue nombre des travailleurs (300) qui occupent les terres de la superficie exigée par eux (30 ha) par rapport à l'ensemble des travailleurs agricoles de la Guadeloupe. Mais en ce moment, ce que les travailleurs traduisent en se battant ainsi est d'une importance capitale pour l'avenir des luttes en Guadeloupe. En se saisissant des terres des gros propriétaires, les travailleurs de Capesterre s'attaquent directement à la propriété privée capitaliste. Ils montrent à tous que en agissant ainsi, ils ont un droit sur cette terre, le droit de la saisir, de la cultiver pour vivre. Ils refusent de respecter la légalité des riches qui veut qu'un seul homme ou sa famille puisse posséder une terre parce qu'il y exploite depuis des années voire des siècles des centaines d'ouvriers agricoles. Alors qu'à l'opposé les travailleurs de la terre sont démunis et n'ont que leurs bras à louer. En agissant ainsi, les travailleurs disent tout fort : «cette terre est la nôtre parce que c'est en s'accaparant des richesses créées par notre travail que les gros propriétaires ont amassé leurs profits». Les travailleurs agricoles de toute la Guadeloupe ont intérêt à suivre l'exemple de ceux de Capesterre. Les capitalistes se permettent de fermer les usines quand ils veulent, de spéculer, de revendre, d'acheter ou de laisser des dizaines d'hectares en friche. Et il faudrait que les travailleurs se contentent des colloques et des discours de Dijoud et des bons conseils de modération des notables des maires et de tous les gens bien pensants parce qu'ils ont du bien ?

Les travailleurs agricoles se heurtent dans leurs luttes aux mêmes capitalistes qui exploitent les travailleurs des villes. Les Aubéry, Rimbaud, Hayot et Cie qui forment une grande et même famille d'exploiteurs. Ils sucent le sang des travailleurs à deux sources à la campagne et à la ville.

Les travailleurs des villes et ceux des campagnes ont les mêmes intérêts et la même lutte à mener : mettre fin à la domination et à l'exploitation des grands propriétaires.

Unis contre le capital en ville comme à la campagne, alliés aux petits cultivateurs, les ouvriers seront invincibles demain.

Occupation des terres à Capesterre

LES TRAVAILLEURS DECIDES A GARDER LA TERRE !





Face à l'exploiteur Max Martin (à gauche) et face aux forces de répression, les travailleurs agricoles décidés à poursuivre l'occupation

Nous publions ci-dessous un tract du Comité d'Occupation, intitulé «La lutte continue» et diffusé le mardi 13 mai par les travailleurs de Capesterre.

Après les deux réunions qui se sont tenues à la préfecture, le Comité d'Occupation tient à faire le point sur la situation :

1) Le Comité d'Occupation constate que la préfecture reconnait le bien fondé des revendications des travailleurs et des chômeurs.

Les autorités et les propriétaires ont reconnu qu'il était nécessaire de mettre des terres à la disposition des ouvriers agricoles et chômeurs.

2) Propriétaires et administration ont opéré un premier calcul en parlant de mettre déjà 12 hectares de terre (7 appartenant à la SCEFA–SCEPLAG et 4 appartenant au domaine), à la disposition de 120 occupants. Il manque plus de 20 hectares pour satisfaire tout le monde (occupants plus liste d'attente !).

3) Le Comité n'a signé aucun accord sur la forme de ce transfert de terres.

4) Le Comité a toujours le contrôle des terres occupées. Il n'est pas question de revenir là-dessus.

5) Le Comité donne à Max Martin jusqu'à vendredi 16 mai au soir pour consulter ses actionnaires pour savoir quelle forme doit prendre la passation des terres aux mains des occupants actuels. Cette réponse en principe devait être donnée par Martin le vendredi 9 mai ; le Comité lui a accordé une semaine supplémentaire.

Aucun accord n'a été signé avec les propriétaires et les représentants de la préfecture.

Comme c'est toujours le cas, le préfet, l'administration et les gros propriétaires cherchent à gagner du temps. Ils attendent que nous soyons découragés. Mais ils se trompent. Nous tiendrons !

Cette terre est la nôtre. Nous la garderons !

De toute façon, la lutte continue. Et le soutien de la population se manifeste de plus en plus. Car la cause des occupants est juste.

Le Comité d'Occupation invite la population et toutes les organisations politiques, syndicales et culturelles à manifester leur solidarité en participant au grand meeting organisé le mercredi 14 mai à 18h30 sur la propriété Marquisat.

Ont été invitées :
- CGTG banane
- FEN, SNES, SNI-PEGC
- Combat Ouvrier
- Section Communiste de Capesterre.

LE COMITE D'OCCUPATION

22 MAI : UNE JOURNEE DE LUTTE ANTICOLONIALISTE

Le jeudi 22 mai, de nombreuses entreprises seront fermées, de nombreux travailleurs martiniquais seront dans la rue pour célébrer la révolte des esclaves et leur libération le 22 mai 1848.

A cette époque tout le monde est conscient dans les dernières possessions françaises des Antilles que l'esclavage connait ses derniers moments.

En effet, à l'échelle internationale, le système esclavagiste est de plus en plus concurrencé par la production effectuée dans les métropoles capitalistes avec la main-d'œuvre salariée. Cela est exprimé notamment avec le développement de la culture de la betterave dont le sucre remplace de plus en plus celui des colonies. La classe des grands planteurs esclavagistes perd de plus en plus de puissance face aux grands industriels d'Europe.

Aux Antilles mêmes, les colonies anglaises ont vu depuis 1833 la suppression de l'esclavage, remplacé par un système d'apprentissage qui lui même laisse la place à la liberté pure et simple. Donc en 1848, l'esclavage fait figure de système retardataire, et est critiqué par de nombreux abolitionnistes, dont le plus connu est Victor Schœlcher.

C'est sur ces entrefaites qu'éclate la révolution de Février 1848 en France. Cette révolution entraine le départ du roi et l'installation de la république et les ouvriers parisiens qui jouent un rôle important dans les luttes de février influencent le gouvernement provisoire. Celui-ci après bien des tergiversations admet le principe de l'abolition de l'esclavage qu'il compte remplacer par un système d'apprentissage comme dans les iles anglaises. Le décret d'abolition pris en avril 1848 arrive au début juin aux Antilles. Mais déjà les esclaves se sont libérés !

En effet, dès l'annonce de la chute de la royauté, les esclaves attendent impatiemment leur libération. Et pendant plus d'un mois, le gouverneur, Rostollan et les propriétaires esclavagistes réussiront à les persuader d'attendre l'arrivée du «décret libérateur». Mais cette attente est de plus en plus insupportable pour

suite page 4

Livres : "CUBA QUAND MEME" DE MARIE FRANCE MOTTIN



A l'heure où la presse et la radio font des gorges chaudes devant le nombre de candidats à l'émigration dans ce qu'ils appellent «le goulag tropical» - Cuba - il est bon d'entendre un autre son de cloche quant à la réalité cubaine.

«Cuba quand même» de Marie-France Mottin publié au Seuil est à cet égard extrêmement instructif. Marie-France Mottin est une femme pleine de sympathie pour la révolution cubaine. Elle se rend à Cuba comme touriste et là, elle réussit à décrocher un poste de professeur, ce qui lui permettra de vivre plusieurs mois aux côtés des Cubains. Son livre, c'est le récit de ses désillusions, de sa naïveté malmenée, de son incompréhension aussi devant certains traits du caractère cubain qu'elle met au compte de la révolution, mais c'est aussi le récit de son admiration devant les choses qui ont changé. . .

Elle découvre à Cuba le règne des «problemas-mañana», les fameux problèmes... dont la résolution est toujours remise au lendemain. Elle découvre les queues interminables pour tenter d'attraper la «guagua», ce bus rare, toujours en panne, toujours en retard et toujours bondé. . . Les queues interminables pour atteindre, «tarjetas» (tickets de rationnement) à la main, les «bogedas» (boutiques) approvisionnées en dépit du bon sens. . .

En un mot, elle découvre l'existence d'un terrible gachis social et humain dû au je-m'en-fichisme, à l'incompétence d'une bureaucratie omniprésente et omnipotente. Elle découvre qu'à Cuba ce ne sont pas les travaillleurs qui dirigent le pays mais en réalité une couche de petits bourgeois privilégiés, pour beaucoup rescapés de l'ancien régime.

Mais elle découvre aussi toute la chaleur d'un régime populaire qui, dans les limites de sa politique, a réellement cherché à améliorer le sort de la population. Le Cuba d'avant Castro, celui de Batista c'était celui du chômage, de la misère, de l'analphabétisme, de la prostitution. . . Tout cela a disparu à Cuba. Au niveau de l'enseignement par exemple, des centaines d'intellectuels sont partis sitôt après la révolution, dans les campagnes pour transmettre leurs connaissances. Aujourd'hui, les écoles sont nombreuses et bien équipées. Cuba est d'ailleurs à ce titre souvent cité en exemple par les instances internationales. Un autre exemple, celui de la santé. Dans le Cuba de Batista, un Cubain avait une espérance de vie de 53 ans, aujourd'hui elle est de 72 ans. La médecine est devenue gratuite et accessible à tous. L'économie elle-même a été réorganisée et elle nourrit la population. Ce n'est certes pas le luxe, mais les difficultés de Cuba ne relèvent-elles pas finalement de l'état de sous-développement dans lequel les grandes puissances l'avaient laissé. Toujours est-il qu'aucun pays sous-développé du dit «monde libre» ne peut prétendre rivaliser avec Cuba à quelque titre que ce soit.

Alors pourquoi aujourd'hui tant de candidats à l'émigration ? Le livre de Marie-France Mottin permet aussi de comprendre la situation actuelle. Si la majorité des Cubains a gagné en bien-être et en sécurité, il n'en reste pas moins qu'une fraction de la population a accepté difficilement les sacrifices qu'il a fallu consentir pour cela.

Beaucoup sont attirés par le mirage américain et pensent y vivre mieux. L'absence de liberté, les vexations de la bureaucratie n'ont certainement pas arrangé les choses. Mais, et le livre de M-F Mottin le montre bien, il y a un grand fossé entre ces vexations, cette absence de liberté et l'enfer tropical que nous présente la presse.

Un livre très attachant.

Noël CANTIUS

EMIGRATION: UN BAR RACISTE A PARIS, LE TIN THOUIN

La semaine dernière un groupe d'Antillais et d'Africains se promenaient vers 2 heures du matin au voisinage de la place de la Contrescarpe, quartier très animé la nuit. L'un deux, en passant devant le bar Tin-Thouin, a fait une réflexion anodine à une Française qui se trouvait devant le bar avec des amis : «Un noir qui m'adresse la parole !» Les amis de la jeune fille en question se sont jetés sur le jeune immigré. Lorsque ses camarades sont venus à son secours, des hommes armés de gourdins, de barres de fer, sont sortis du bar. Ils étaient une trentaine de racistes à cogner. Deux Africains se sont écroulés dès le début de l'attaque. Ils ont été sauvagement piétinés, frappés à la tête et au ventre.

La police arriva et conduisit les blessés, tous noirs naturellement, à l'hôpital. L'un d'entre eux y est encore : gravement atteint, il présente des crises d'amnésie. Concernant l'éventuelle poursuite des racistes, la police promit de revenir plus tard. On l'attend toujours. Il semble que les policiers de ce quartier sont au courant des menées racistes et fascistes des gens du bar Tin-Thouin. En les laissant agir en toute impunité, ils montrent aux travailleurs immigrés que s'ils veulent se faire respecter, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

COMMUNIQUE

SOLITUDE CENTRE FEMININ D'EDUCATION PERMANENTE, INFORME QUE SA PROCHAINE PERMANENCE SOCIALE AURA LIEU LE MERCREDI 21 MAI DE 16H à 17H ET SA PROCHAINE PERMANENCE JURIDIQUE LE JEUDI 22 MAI DE 11H à 12H.

AFRIQUE DU SUD: UNE REFORME CONSTITUTIONNELLE QUI "OUBLIE" LES NOIRS ET BAFOUE LES METIS ET LES INDIENS

Les noirs d'Afrique du Sud peuvent constater une fois de plus qu'ils ne doivent pas attendre la fin de la ségrégation raciale dans leur pays d'un quelconque changement de constitution.

Le gouvernement blanc de Vorster vient justement de rédiger un projet de réforme constitutionnelle. Et dans ce pays de 24 millions d'habitants, ceux qui constituent la majorité, les 18 millions de noirs ont été oubliés. Cela signifie que toutes les lois racistes seront maintenues, celles qui les obligeaient à vivre dans les Bantoustans, véritables réserves de noirs, situées dans les zones les plus pauvres du territoire, celles qui leur ferment presque toutes les portes, celles qui font que les enfants noirs meurent par milliers de malnutrition alors que les blancs sud africains sont parmi les plus riches du monde. Oui, rien dans la prochaine constitution n'est prévu pour changer la vie des noirs d'Afrique du sud dans leur propre pays.

La réforme prévoit un changement, si on peut ainsi nommer la proposition, pour une autre catégorie de Sud-Africains également opprimés du fait de leur race : les 2.500.000 métis dont les enfants se battent aujourd'hui pour l'égalité des races devant l'école, et les 700.000 Asiatiques, Indiens et Chinois.

Eh bien les Métis et les Asiatiques devraient prochainement avoir droit à des représentants siègeant à côté de blancs dans un «conseil présidentiel». Ce conseil, prévu dans la nouvelle constitution, n'aurait bien sûr qu'un rôle consultatif. Et sans le moindre souci de démocratie, la réforme prévoit que c'est le président, blanc, qui «choisira» les représentants des Métis et des Asiatiques.

Ajoutons que les non-blancs continueront à ne pas avoir droit à voter dans ce pays raciste.

En fait rien ou presque rien ne change. Les représentants des communautés métis et indienne désapprouvent le projet de réforme élaboré d'ailleurs par le gouvernement blanc seul.

Quant à la population noire, sa colère peut exploser à n'importe quel moment. C'est la crainte d'une telle explosion qu'expriment aujourd'hui, face à la réforme, les dirigeants noirs de bantoustans qui sont généralement vendus au gouvernement blanc. Selon l'un d'entre eux, le ministre principal du Bantoustan Kwazulu, bantoustan de près de 4 millions d'habitants, la réforme, telle qu'elle est, tombe mal : de telles «expériences constitutionnelles. . . ne peuvent conduire qu'à une confrontation».

Guadeloupe

L'incurie de l'EDF, responsable des coupures de courant

Cette incurie de l'EDF est un véritable scandale ! Pendant plus d'une semaine près de 50 % des abonnés ont été privés d'électricité en même temps. Les conséquences de telles coupures peuvent être importantes :
Les hausses et les chutes de tension abiment à la longue les appareils électriques. Elles peuvent mettre les plus fragiles carrément hors d'usage tels les télévisions et les appareils électroniques.

Dans l'attente de nouveaux appareils la direction de l'EDF est obligée de diminuer la production et de faire des coupures volontaires sacrifiant ainsi tout à tour différents réseaux.

Mais le pire, c'est que d'autres appareils plus importants risquent de tomber en panne et que cela peut entrainer des coupures plus importantes. Et cela aussi est prévisible.
Quelle confiance peut-on faire à l'EDF ? Si elle n'a pas prévu tout de suite des appareils pour empêcher des pannes comme on en connait actuellement elle ne l'a sûrement pas fait pour des pannes plus importantes.

L'EDF préfère faire des économies en utilisant jusqu'à l'excès les appareils en usage et se moque des désagréments et des pertes que subissent les abonnés. C'est là la véritable cause de toutes ces pannes.

Depuis plus de deux semaines, l'ensemble du réseau électrique en Guadeloupe est affecté par des coupures. Les abonnés se voient privés d'électricité plusieurs fois par jour et les coupures durer une ou deux heures.

Ces perturbations sont dues à des pannes qui affectent les groupes et les transformateurs de la centrale de Jarry. Il y a plus d'un an que ces appareils présentent des signes de défaillance et il était prévisible que tôt ou tard ils tomberaient en panne et que la distribution en serait affectée. Cette-fois ce sont plusieurs moteurs qui sont affectés à la fois.

La direction de l'EDF veut faire croire que c'est l'augmentation croissante du nombre d'abonnés qui perturbe le bon fonctionnement de la centrale. Bien sûr, la consommation d'électricité est de plus en plus importante et la demande égale actuellement la production. Mais ce n'est pas la véritable cause des pannes.

La centrale de Jarry produit 800 MW en moyenne par jour. Pour que cette production soit atteinte les groupes doivent être utilisés au maximum. Il faut compter que ces moteurs ont une pointe maximale de 50 à 52 MW. Ils sont utilisés à plein rendement et sont tous mis en service. Il n'est plus possible d'en laisser un ou deux de libre en cas de dépannage.

Ce que ne dit pas la direction de l'EDF c'est qu'aucune disposition d'urgence n'a été prise pour remplacer les appareils défectueux, alors qu'il y a longtemps que ceux-ci présentent des signes de défaillance.

C'est depuis les dernières pannes qu'elle s'est dépêchée de commander deux nouveaux moteurs. Ceux-ci bien entendu ne sont pas encore arrivés. Les abonnés auront à subir encore pendant plusieurs mois des coupures d'électricité car il est prévu que le premier appareil arrivera seulement en fin d'année.

EDF Guadeloupe LA COLERE DES ABONNES MONTE

De nombreux abonnés se présentent au bureau d'abonnement ou à la centrale de Jarry pour exprimer leur colère contre les coupures de courant qui affectent le réseau électrique depuis plus de deux semaines.

Toutes ces protestations sont légitimes car les coupures d'électricité entrainent des pertes matérielles importantes. Les chutes de tension abiment les appareils électriques et peuvent à la longue les rendre inutilisables.

Les coupures désorganisent aussi la vie familiale, professionnelle et économique:

Combien d'abonnés ont dû arrêter de laver, de repasser etc. . . faute d'électricité.

Combien d'abonnés (dentistes, médecins, artisans, petits commerçants etc...) ont dû arrêter leurs activités professionnelles à cause des coupures ?

Quant aux petits commerçants qui stockent leurs produits alimentaires dans des appareils électriques, ils perdent ces produits faute de congélation.

Bien sûr, ce ne sont pas les gros capitalistes qui en souffrent car ils possèdent des groupes autonomes. Les plus lésés ce sont ceux qui consomment directement la production de la centrale.

Les responsables de l'EDF attendent-ils que la colère des usagers leur éclate à la face pour trouver une solution à ces pannes et coupures absolument inadmissibles ?

MARTINIQUE : Accélération de l'inflation

Après une augmentation de 0,9 % en février, les prix ont augmenté encore de 1,7 % en mars. Les services de l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) ont rejeté la faute sur le nouvel indice. En effet, en 1979, les services de l'INSEE ont changé leur mode de calcul de l'augmentation tion des prix, car l'ancien modèle, datant de 1963 était périmé et ne rendait pas compte de l'évolution des habitudes de consommation de la population !

Ces messieurs de l'INSEE se gardent bien de chercher les raisons de ces hausses brutales là où elles sont : dans la volonté des capitalistes de faire le maximum de profit et dans l'habitude qu'a prise le gouvernement de rentabiliser les services publics sur le dos des usagers. Un seul exemple : la bonbonne de gaz est passée à 40,10 Francs. Cela représente en 2 coups, une hausse de près de 20 % en 4 mois ! L'essence a pris encore 5 centimes et se situe à 2,98 francs pour le litre de super ! Et ces hausses sont intervenues en avril-mai, c'est à-dire qu'elles sont comptabilisées dans les indices à venir !

Dans le domaine de la concurrence des prix, c'est la loi de la jungle qui règne : les propriétaires de grands magasins augmentent leurs prix comme bon leur semble sans que l'administration leur reproche quoi que ce soit !

Il faut signaler en plus le fait que le nouveau modèle de consommation ne prend en compte que les consommateurs de la région de Fort-de-France et Schœlcher ! N'est pas prise en compte plus de la moitié de la population martiniquaise, celle qui est réduite bien souvent à payer ses marchandises plus cher, car il faut entre autres choses payer le transport des marchandises depuis la ville ! Et cette partie de la population a des habitudes bien différentes de la population urbaine. C'est pourtant elle dont les revenus sont à priori plus faibles, et qui éprouve le plus de difficultés face à la vie chère. Et ce n'est sans doute pas un hasard si c'est bien cette partie là qu'on ne compte pas.

Martinique MATERNITE: LE PARCOURS DU COMBATTANT

Il a fallu près d'une semaine pour que le climatiseur qui se trouve dans la salle où est entreposé l'appareil d'échographie soit réparé. Or cet appareil est très fragile et risque de se détériorer dans la chaleur. Mais les lenteurs administratives de la direction ont eu raison de ses soucis d'économie. Qu'on en juge :

Pour faire réparer un appareil en panne, il faut :

1.) que le responsable du service fasse un bon à l'atelier,
2) que l'atelier envoie un ouvrier sur place,
3) que l'ouvrier de l'atelier fasse son rapport au responsable de l'atelier
4) que le responsable de l'atelier adresse la commande de pièces de rechange à un ingénieur du service technique,
5) que l'ingénieur du service technique signe la commande et l'envoie à l'économat,
6) que l'économat accepte le crédit et renvoie la commande au service technique,
7) que le service technique la passe à l'atelier.

C'est à ce moment seulement qu'on peut acheter la pièce et faire la réparation !

Tant qu'elle y est, la direction pourrait aussi demander l'autorisation du préfet. . .

Livre : LA CRISE DE FEVRIER 1935 A LA MARTINIQUE

Edouard De Lépine, professeur d'histoire et dirigeant du GRS vient de publier une étude intitulée «la crise de février 1935 à la Martinique».

Cet ouvrage est une reprise mais en plus étoffé d'une série d'articles écrits il y a plusieurs années dans Révolution Socialiste sur le 40è anniversaire de la marche de la faim sur Fort-de-France.

Avant de décrire les évènements eux-mêmes (l'occupation de Fort-de-France par plusieurs milliers d'ouvriers agricoles le 11 février 1935) De Lépine procède à une analyse de la société rurale martiniquaise avec au sommet la caste des gros propriétaires fonciers blancs, dont le plus beau fleuron était la dynastie Aubéry-Hayot, puis les classes populaires de la campagne, planteurs, colons et ouvriers agricoles.

Les usiniers prennent prétexte de la baisse des cours du sucre et du rhum pour faire baisser le prix du rhum. Ces messieurs avaient le culot de dire que le rhum étant une partie décisive du budget de l'ouvrier agricole, une baisse des salaires ne toucherait en rien le budget des ouvriers si on baissait d'autant le prix du rhum !

Mais les travailleurs ne l'entendirent pas de cette oreille et se mirent en lutte. L'arrestation d'un de leurs dirigeants, Suréna, mit le feu aux poudres, d'où l'occupation de Fort-de-France par les ouvriers agricoles, puis la suspension de la diminution des salaires et la libération de Suréna.

Et ce qui est frappant dans cette page d'histoire du mouvement ouvrier antillais, c'est l'anonymat de tous ceux qui ont contraint les usiniers et l'administration à reculer. A part Suréna, aucun nom ou presque de ceux qui ont organisé spontanément cette marche. C'est d'ailleurs ce caractère spontané qui a surpris les possédants et leurs défenseurs !

De Lépine replace par ailleurs cet épisode dans le contexte d'une Martinique où la classe ouvrière est pratiquement inorganisée, et suit très largement les maires et conseillers généraux socialistes, alors que les communistes n'ont à peu près aucune influence sur l'ensemble des travailleurs. Février 1935 marque la rupture de l'isolement des quelques militants du groupe Jean Jaurès qui vont en quelques années gagner la confiance de toute une fraction de la population laborieuse au travers des luttes qui suivront la marche sur Fort-de-France: grève des ouvriers de la route Carbet-Saint-Pierre, grève des dockers. . .

Peut-être peut-on faire le reproche à l'auteur de s'être penché bien longuement sur les réactions des milieux politiques et des possédants après les évènements, alors qu'il n'y a pas de véritable description des milieux ouvriers de l'époque ! Est-ce un problème de sources, de documents facilement accessibles ?

C'est en tout cas l'aspect le plus discutable de ce livre que nous recommandons à nos lecteurs.

J.B.

DE NOUVEAU, LE GOUVERNEMENT S'ATTAQUE A LA SECURITE SOCIALE

Le nouveau projet de convention du gouvernement et du syndicat des médecins porte encore atteinte au fonctionnement de la sécurité sociale.

Ce projet limite d'une part à 12 % l'augmentation globale des dépenses de santé, alors que les prévisions tournaient autour de 16,5 %. Par ailleurs, le projet envisage un double système de tarification, dans le premier système, le montant des honoraires des médecins serait imposé, dans l'autre, il serait libre.

Mais dans les deux cas, la sécurité sociale rembourserait 75 %.

Cela tend tout simplement à instaurer une médecine pour les riches et une médecine pour les pauvres. Puisque selon les syndicats des médecins 30 à 40 % des médecins choisiront le secteur libre.

Cette politique, si elle n'est pas nouvelle, confirme néanmoins la politique d'économie sur la santé menée par le pouvoir, volonté qui ne correspond évidemment pas avec les besoins des malades.

Mais aujourd'hui, le budget de la SS dépasse quasiment le budget de l'état et c'est là un pactole trop tentant pour que le gouvernement n'en détourne une large part à son profit et au détriment de la santé de tous.

ECHOS DES ENTREPRISES

E.D.F. MARTINIQUE : FAISONS DU 22 MAI UNE JOURNEE DE LUTTE

La direction ne veut toujours pas accepter le 22 mai chômé et payé.

Cette date est très importante pour nous. Elle doit être une journée de lutte à l'image de nos ancêtres esclaves qui se sont battus pour arracher leur liberté.

Et nous devons en faire la démonstration à la direction. Si elle refuse de donner satisfaction sur le 22 mai faisons grève massivement ce jour-là !

QUILLERY-TERREVILLE : NON AUX CONTRATS DE 3 MOIS

De plus en plus, les entreprises du bâtiment, profitant de la situation de chômage endémique, emploient les ouvriers pour une période de 3 mois seulement, et ceci quitte à les réembaucher après sur un autre chantier.

Ou pire encore, et c'est le cas de QUILLERY, l'entreprise licencie à Terre-ville, mais donne en sous-entreprise à Morne-Pichevin des travaux de pose de briques et d'enduit.

Ces patrons français s'amusent bien à nous faire valser comme il leur plait.

Mais pensons à notre tour à les faire courir!

SECURITE SOCIALE (MARTINIQUE) PRENONS AU MOT LE PRESIDENT.

En voilà un qui ne perd pas une occasion pour faire ses leçons de morale ! G. Marry, président du conseil d'administration, du Comité d'entreprise, et par ailleurs grand patron de l'UAP, dans sa rubrique «le mot du président» du bulletin du CE n'y est pas allé par quatre chemins.

D'un côté ses critiques allèrent à l'agent de l'accueil à qui il reprochait de ne pas sourire plus souvent, et de l'autre, c'était l'assuré, qui était copieusement traité d'agressif et d'exigeant.

Ainsi, le sieur Marry renvoyait dos à dos travailleurs et assurés, pensant par cette pirouette avoir réglé les problèmes de conditions de travail de l'un et de la prestation servie à l'autre.

Mais n'est-il pas vrai que c'est à cela que l'on reconnait un patron ?

Quant à nous, connaissant tout le charme d'un sourire présidentiel, nous ne manquerons pas de lui envoyer quelques assurés «agressifs»

BASSIN DE RADOUB SIGBR : PINOKIO VEUT «RECUPERER» SUR NOTRE DOS.

Pinokio a trouvé un moyen très économique de boucher les trous pendant le temps de travail : il propose de ne pas nous payer nos heures supplémentaires et de nous donner en échange des heures de récupération. . . aux moments précis où il n'y a pas d'accordage à faire sur le bassin.

Ainsi les temps morts ne seraient pas perdus pour lui : il nous renverrait chez nous !

Et lorsqu'il y aurait beaucoup de travail sur le chantier, il nous garderait en heures supplémentaires sans que cela lui coûte un sou !

Mais il a dû comprendre maintenant ce que nous en pensons : il nous attend toujours pour faire la première séance d'heures supplémentaires gratuites. . . Et il peut attendre encore longtemps !

SOCALTRA : LA CHASSE AU VOLEUR

Une note de service nous a appris que dorénavant, de 22h à 5h du matin un maitre-chien et son chien feront des rondes autour de l'entreprise.

On espère que ce chien est dressé pour attraper les voleurs, car à la Socaltra, on connait un voleur en chef . . .

Hélas, il ne travaille pas de nuit !

LAROUGERY : 1 BLESSE POUR LE CAPITAL

Mardi 29 avril à 10H, sur le chantier de Larougery à Ducos, un ouvrier, heurté par une grue, est tombé du 2ème étage d'un bâtiment.

La chute a été d'autant plus grave que le bâtiment se situe sur un morne. L'ouvrier a du être hospitalisé sur le champ avec des fractures.

Les chefs pressés de faire les travaux au plus vite n'ont pas jugé nécessaire de veiller à la sécurité des ouvriers en faisant barrer tous les balcons avant toute tâche. Il a fallu cet accident pour qu'ils s'empressent d'y remédier afin de dégager leurs responsabilités.

Mais nous savons que c'est la soif de profit du patron et de la servilité de certains petits chefs qui sont la cause de ces accidents.

Ce genre d'accident n'est rien d'autre qu'un acte criminel des patrons.

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P POUR RESOUDRE NOS PROBLEMES : COMPTONS D'ABORD SUR NOTRE LUTTE

Récemment, lors d'une commission paritaire, un représentant du personnel intervint pour contester la note attribuée à un agent.

L'un des administrateurs répondit que l'agent n'avait pas écrit, et que son intervention ne pouvait être prise en considération.

Comme quoi, ce n'est pas à la commission paritaire que les agents peuvent être défendus. Les décisions ce sont, en fait, les administrateurs, les directeurs et les chefs de service qui les prennent. Et tous ces messieurs se passent bien souvent de l'avis de la commission. Il en est ainsi, en matière de titularisation des agents.

Alors, les agents auraient bien tort de ne compter que sur la commission paritaire pour voir régler leurs problèmes avec l'administration du centre.

Pour améliorer nos conditions de travail, empêcher les brimades et sanctions des chefs de service ou de l'administration, c'est d'abord et surtout sur notre propre lutte que nous devons compter.

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P GASTRO : LA SURVEILLANTE EN RAJOUTE

Un incident s'est produit l'autre jour en gastrologie, bien révélateur du climat qui règne dans certains services.

Deux travailleurs feuilletaient un journal, lorsque passe un membre de la direction. Celui-ci ne fit pas de remarque, mais la surveillante, mise au courant, dit qu'elle allait rappeler le directeur pour que les employés s'excusent. Le syndicat fut prévenu, et la surveillante finit pas renoncer à cette idée.

Quel remue-ménage pour un simple journal ! Cette surveillante, un peu trop zélée, devrait consacrer son énergie à d'autres problèmes. Il y en a suffisamment à l'hôpital et de bien plus sérieux !

E.D.F. MARTINIQUE LES USURIERS DE LA DIRECTION

En début d'année plusieurs véhicules étaient mis aux enchères par la direction.

Mais l'un de ces véhicules, une Peugeot 504, utilisée auparavant par le directeur adjoint n'a pas été vendue au public.

La raison ? Le directeur adjoint considère que sa voiture vaut plus que ce qui a été proposé.

En effet, le garage Peugeot chez qui il a pris une 604 neuve sur le compte de l'EDF, est d'accord à la reprendre à meilleur prix. On voit bien que ce directeur adjoint a longuement réfléchi pour permettre à la société de gagner quelques francs !

Mais s'il voulait faire gagner encore plus d'argent à l'EDF, en réfléchissant encore mieux, il aurait choisi la solution la plus simple : s'acheter une 104 !

DARBOUSSIER ANNONCE SA FERMETURE: 2243 TRAVAILLEURS MENACÉS DE CHOMAGE

Au cours d'une réunion du Comité d'entreprise tenue début mai, le directeur de l'usine, monsieur Clavery, a annoncé officiellement la fermeture de Darboussier.

L'usine ne tournera plus à compter du 31 juillet, date à laquelle l'ensemble des salariés de la SIS et de la SAG sera licencié.

Si l'on compte les ouvriers permanents et occasionnels de l'usine, les ouvriers agricoles et le personnel permanent des «habitations» ce seront 2243 travailleurs qui seront jetés au chômage. Ainsi après avoir, pendant près d'un siècle, amassé des profits colossaux en exploitant les travailleurs qui extrayaient de la terre le maximum de richesses qu'elle pouvait donner, les capitalistes de la SIS décident maintenant de plier bagage et de s'en aller.

Mais non sans tenter une dernière fois de gagner des sommes énormes en revendant une grande partie des terres leur appartenant.

Et tout cela se fait dans le plus grand mépris des travailleurs, après que Dijoud eut notamment promis de relancer le culture de la canne et juré que le gouvernement mettrait tout en œuvre pour que la production de canne atteigne le quota fixé en Guadeloupe.

Les travailleurs de Darboussier et de la SAG mesurent aujourd'hui tout le cynisme et toute l'hypocrisie des propos de Mr Dijoud.

Et ce ne serait certainement pas une mauvaise chose si ceux de Darboussier font pareil car les capitalistes ne comprennent que le langage de la force.

C'est donc en les prenant à la gorge, en portant atteinte à ce à quoi ils tiennent le plus : leur porte-monnaie et leur sacro-sainte propriété privée, que les ouvriers de Darboussier seront assurés de ne pas faire les frais de l'arrêt de l'activité sucrière de la SIS et de la SAG.

Mais dans leur combat c'est avant tout sur eux-mêmes que les travailleurs devront compter.

Mais face à la fermeture de l'usine ceux de la SIS et de la SAG ne sont pas sans moyens. Ils peuvent s'ils en ont la volonté, faire payer très cher cette fermeture aux capitalistes. Les moyens existent pour cela. C'est aux travailleurs de Darboussier eux mêmes de dire à quel niveau ils veulent porter leur riposte à Darboussier. S'ils agissent dans ce sens, les travailleurs de la SIS et de la SAG mettront de leur côté toutes les chances de ne pas voir leur situation matérielle se dégrader.

Les travailleurs agricoles de Capesterre et de Ste Rose se sont déjà engagés dans cette voie et font en ce moment même la démonstration que leur lutte est payante.

LA POPULATION SOUTIENT LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE CAPESTERRE

Le mouvement déclenché par les ouvriers agricoles de Capesterre suscite l'intérêt et la sympathie de larges fractions de la population. C'est avec plaisir que les occupants, au cours d'une assemblée générale, ont eu connaissance du communiqué de soutien des travailleurs hospitaliers. Les travailleurs des PTT ont également adressé au comité d'occupation un message exprimant leur solidarité. Des soutiens financiers sont négalement parvenus.

Au cours de la diffusion massive dans les campagnes d'une déclaration de Combat Ouvrier sur la question des terres, nos camarades ont pu juger de l'intérêt que les travailleurs portent au mouvement. En plusieurs endroits, certains ont manifesté leur intention d'occuper eux aussi des terres.

La lutte est loin d'être terminée. Ceux de Capesterre auront, dans les jours à venir, plus que jamais besoin de la solidarité active de l'ensemble des travailleurs de Guadeloupe.

22 MAI : UNE JOURNEE DE LUTTE

SUITE DE LA PAGE 1

les 80.000 esclaves de la Martinique.

C'est dans ces conditions qu'éclate un incident sur une plantation du Morne-Rouge. On emprisonne un esclave pour avoir battu du tambour alors que c'était interdit ! Aussitôt, le 21 mai, des milliers d'esclaves convergent sur Saint-Pierre, alors ville principale, exigent et obtiennent la libération de l'esclave ! Tout semble se calmer quand les esclaves qui retournent dans la commune du Prêcheur tombent dans un guet-apens tendu par le maire esclavagiste, Huc. Lorsque le cortège s'en retourne sur Saint-Pierre avec de nombreux morts et blessés, c'est le soulèvement. Les révoltés mettent le feu à une maison où se sont réfugiés de nombreux esclavagistes.

Le 22 mai, lorsque Rostollan venant de Fort-de-France débarque à Saint-Pierre avec des renforts pour rétablir l'ordre esclavagiste, il se rend compte que c'est impossible. Il se heurte à des milliers d'esclaves qui veulent leur liberté tout de suite.

Par ailleurs l'agitation n'est plus concentrée dans la seule région de Saint-Pierre, mais s'étend à toute la Martinique. Rostollan cède et abolit l'esclavage. L'agitation touchant par la suite la Guadeloupe, le gouverneur Layrle prend le 24 mai un décret identique à celui de Rostollan. En Guadeloupe aussi les esclaves sont libérés.

Pendant longtemps, ces évènements ont été cachés dans le but de faire croire que les esclaves avaient attendu passivement leur libération. Mais depuis quelques années se développe de plus en plus un courant qui veut faire du 22 mai une journée de lutte anticolonialiste. Et en 1980, de nombreux travailleurs se mettront en grève et seront dans la rue avec en mémoire la lutte des esclaves de 1848.

Pour notre part, à Combat Ouvrier, nous serons dans la rue ce jour-là et nous appelons un maximum de travailleurs à participer aux manifestations et aux rassemblements qui auront lieu le 22 mai en Martinique.

J.B.

PORT DE FORT-DE-FRANCE :
CONTENEURISATION: PROFIT POUR LES CAPITALISTES CHOMAGE POUR LES DOCKERS

Avec la mise en service du portique au port de Fort-de-France, de nombreux problèmes se posent aux dockers !

L'installation du portique est un pas essentiel dans la conteneurisation. Désormais les navires porte-conteneurs seront déchargés automatiquement avec le portique, et inversement la banane, mise depuis les hangars sur les plantations dans les conteneurs, sera chargée automatiquement.

La conteneurisation représente un intérêt énorme pour les patrons du port : transporteurs, manutentionnaires et transitaires. La manipulation des marchandises est simplifiée et se fait rapidement d'où une baisse des prix de revient.

Mais ce qui est profit pour les patrons se tourne contre les travailleurs du port. Car avec la diminution du volume des travaux, l'emploi sera menacé. Ainsi, alors qu'il y a environ 400 dockers professionnels et de nombreux occasionnels, employés lorsqu'il n'y a pas suffisamment de professionnels, on prévoit d'employer uniquement 250 personnes !

Plusieurs centaines de personnes se retrouvent au chômage pour grossir les profits des capitalistes du transport et de la chambre de commerce.

Car l'établissement des portiques est le fruit de la politique de deux hommes, Elysée et Cottrell.

Ces deux hommes, responsables de la chambre de commerce ont depuis des années ourdi le complot dont les dockers font maintenant les frais.

Cependant, la colère règne parmi les travailleurs et les plus dynamiques n'entendent pas se laisser faire sans riposter aux attaques des capitalistes.

Mais la lutte contre les licenciements semble bien tardive, surtout dans l'état de désorganisation dans lequel se trouvent les dockers

Pendant très longtemps, le syndicat a été dirigé totalement par les membres du Parti Communiste Martiniquais. Pendant que les capitalistes s'en prenaient aux conditions de travail et à l'emploi des dockers, les membres du PCM concentraient les attaques sur les gauchistes et les ouvriers les plus combatifs du port. C'est cette politique qui a conduit à l'état actuel des choses.

Cependant les travailleurs ne veulent pas baisser pavillon purement et simplement devant les agissements des capitalistes et il est fort possible qu'ils se mobilisent les jours prochains pour leur emploi.

J.B.

LES 60 ANS DE "JUSTICE"
UNE POLITIQUE REFORMISTE AU SEIN DE LA CLASSE OUVRIERE

Le Parti Communiste Martiniquais fête ces jours-ci le 60ème anniversaire de son organe «justice». C'est en effet le 8 mai 1920 que paraissait le 1er numéro de Justice, fondé par Jules Monnerot, initiateur du Groupe Jean Jaurès.

Ces 60 ans de parution n'ont été interrompus que pendant la seconde guerre mondiale, alors que les organisations communistes étaient frappées d'interdiction. Mais durant ces 60 années, quel a été l'apport de «Justice» à la classe ouvrière martiniquaise : il faut suivre l'évolution et le développement du Parti Communiste Martiniquais pour le saisir.

De 1920 à 1935, le Groupe Jean Jaurès se réduit à un cercle de militants sans beaucoup d'influence dans les masses, ce qui ne l'empêche pas d'épouser tous les tournants de la politique stalinienne.

Mais l'influence du groupe Jean Jaurès et de Justice vont grandir à la suite de l'assassinat d'André Aliker en 1934 et avec la constitution du Front Populaire en France. Le groupe Jean Jaurès, qui défend l'assimilation se transforme en Région, puis en Fédération du Parti Communiste Français. Ces transfor mations traduisent d'ailleurs la croissance du groupe qui est présent dans les luttes sociales du moment : c'est à ce moment que sous l'impulsion de militants comme Victor Lamon et Bissol se constitue la CGT.

Pendant la guerre, sous l'amiral Robert, 2 ou 3 numéros de Justice paraissent clandestinement.

A la libération, alors que des ministres communistes sont appelés par De Gaulle au gouvernement, la Fédération de la Martinique soutient celui-ci, comme le fait en France le Parti Communiste, en pratiquant la même politique de collaboration de classe. De nombreux membres affluent à la Fédération Communiste qui revendique 5000 adhérents en 1945, et qui la même année remporte 50 % des suffrages aux élections législatives, ce qui lui permet d'avoir deux députés : Césaire et Bissol.

En 1946 la Martinique devient «département français». Les communistes martiniquais qui ont axé toute leur propagande pour que soit votée la loi d'assimilation, crient victoire.

C'est à cette époque qu'ils commencent à gagner de nombreuses municipalités.

De 46 à 55, toute la politique de la Fédération Communiste de la Martinique du Parti Communiste Français consistera à exiger l'application des lois françaises au département, qu'est devenue sur le papier la Martinique, mais qui reste dans les faits une colonie.

En 1956 la Fédération Communiste obtient 62 % des voix aux élections législatives, le plus fort pourcentage qu'elle ait jamais atteint. Mais quelques mois plus tard se produit la scission de Césaire qui lui porte un rude coup. Celui-ci constituera par la suite le PPM. Les élections législatives de 1958 marquent un très net recul des communistes qui n'obtiennent plus que 19 % des suffrages, tandis que le PPM lui, en recueille 41 %.

En réalité, toute une fraction de la clientèle électorale du Parti Communiste a préféré suivre Césaire, notamment à Fort-de-France. De plus, la polémique violente et hystérique que mène Justice contre Césaire lui aliène la sympathie de toute une frange de «démocrates» qui habituellement suivaient le P.C.

C'est en 1957 que la Fédération se détache du Parti Communiste Français et constitue un parti autonome : le Parti Communiste Martiniquais. Celui-ci adopte 3 ans plus tard le mot d'ordre d'autonomie dans le cadre de la République française.

A cette époque le gouvernement colonialiste, inquiet des évènements d'Algérie et l'éveil du sentiment national en Martinique, persécute particulièrement le PCM. Des numéros de Justice sont saisis.

Les années 1960 marquent le début de la politique d'émigration du gouvernement, par le Bumidom notamment. Le Parti Communiste Martiniquais, qui est alors bien implanté dans la classe ouvrière par le biais des syndicats, ne fait pas grand-chose pour s'y opposer. D'autre part il mène peu de travail d'éducation parmi les travailleurs et les jeunes, et il commence à se scléroser.

Son influence électorale baisse régulièrement de 22 % de voix en 62, pour passer à 16 % puis à 14 % en 67 et 73, jusqu'à atteindre 10 % seulement des voix aux législatives de 78.

Ces chiffres sont importants pour un parti qui base toute sa politique sur les élections et fait croire aux travailleurs que leur sort changera en mettant le bulletin dans l'urne. En 78 le PCM appelle les travailleurs à confier leur sort et leur avenir à la gauche française de Mittérrand et Marchais. Naturellement, Justice se fait l'écho de ces appels à la classe ouvrière martiniquaise à confier encore une fois son avenir à un gouvernement situé à 7000 kms, sur lequel elle n'a aucun contrôle, et à des gens qui, comme Mitterrand, ont soutenu la bourgeoisie française lorsqu'elle massacrait les populations colonisées, comme ce fut le cas en Algérie.

Récemment encore, on pouvait lire dans ce journal le soutien du PCM à l'intervention russe en Afghanistan et à la répression contre la population de ce pays.

Aujourd'hui, du fait que le PCM demeure un parti assez bien implanté dans la classe ouvrière, Justice bénéficie d'une sympathie et d'un soutien assez large chez les travailleurs les plus politisés. Mais cette sympathie et ce soutien sont mis au service d'une politique fausse, le plus souvent timorée, une politique réformiste. C'est cette politique qui le conduit à mener le plus souvent des combats d'arrière-garde, comme le comité de défense du Lareinty, qui ne mettent pas en danger la propriété et le pouvoir des capitalistes !

Si au départ Justice a pu représenter un courant plus radical, plus honnête envers les travailleurs que les socialistes de Lagroseillère, eux bien souvent alliés aux usiniers, cela ne dura pas. Dès qu'il eut quelque influence dans les masses, le Parti Communiste ne l'utilisa pas dans le sens de la lutte pour l'émancipation totale des travailleurs. Le langage du PCM n'est pas un langage révolutionnaire. Il ne prépare pas les travailleurs, dont une bonne fraction pourtant regarde vers lui à l'idée de renverser l'ordre bourgeois et colonial par la révolution ouvrière, il ne la prépare pas à l'idée qu'elle dirige elle-même sa propre lutte jusqu'à l'érection de son propre état. C'est pourtant cela le langage «communiste», le langage révolutionnaire.

Les dirigeants du PCM au lieu de cela tendent à faire accepter aux travailleurs l'idée qu'il est possible de changer leur situation dans le système actuel, à côté des privilèges exorbitants, des gros possédants, à côté des capitalistes amassant leurs profits.

Et c'est cela qui fait du PCM un parti qui finalement ne défend pas les véritables intérêts des travailleurs.

Claire GOYA

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728